

REGLEMENT DE CONSULTATION

FOURNITURE CHROMATOGRAPHE EN PHASE LIQUIDE COUPLÉ À UN SPECTROMÈTRE DE MASSE EN TANDEM (LC/MSMS)

Appel d'Offres Ouvert

Référence : 2021-3

CPV : 38432200-4 - Chromatographes

DATE LIMITE DE REMISE D'OFFRE : 25 JANVIER 2021 A 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PRESENTATION DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2. PROCEDURE.....	4
ARTICLE 3. TRANSMISSION DES OFFRES	4
ARTICLE 4. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET OFFRES	6
ARTICLE 5. PRIX	6
ARTICLE 6. VALIDITE DE L'OFFRE	6
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE.....	7
ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR LE LNE	7
ARTICLE 10. ARRET DE LA CONSULTATION.....	7
ARTICLE 11. QUESTIONS COMPLEMENTAIRES	7
ARTICLE 12. DIFFERENDS	8
ARTICLE 13. PLANNING PREVISIONNEL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 1. PRESENTATION DU MARCHE

1.1 OBJET

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la consultation relative à la FOURNITURE CHROMATOGRAPHE EN PHASE LIQUIDE COUPLÉ À UN SPECTROMÈTRE DE MASSE EN TANDEM (LC/MSMS).

1.2 DOCUMENTS APPLICABLES

La présente consultation est régie, dans l'ordre décroissant de priorité, par :

- Les dispositions particulières fixées dans le présent Règlement de Consultation ;
- Les clauses administratives particulières fixées dans le CCAP ;
- Le cahier des clauses techniques Particulières fixées dans le CCTP et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire ;
- L'offre financière du titulaire présentée dans le cadre de réponse dans ses parties qui précisent et complètent le CCTP, « Grille financière » au format excel.

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

1.3 DUREE DU MARCHE

Le marché commencera à la date de notification au titulaire jusqu'à l'achèvement complet des missions décrites au CCTP.

1.4 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

1.5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (OPTIONS)

Le marché comporte les prestations supplémentaires éventuelles (options) listées au CCTP et au cadre de réponse technique.

1.6 EXCLUSIONS DE LA CONSULTATION

En application de l'Article L2141-7 de l'Ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018, sont exclus de la consultation les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur.

ARTICLE 2. PROCEDURE

2.1 GENERALITES

Le LNE est soumis aux dispositions du Décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 de l'Ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018.

Le LNE se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a pas obtenu d'offres ou si aucune des offres reçues ne lui paraît acceptable ;
- de ne pas donner suite à la consultation, sans que sa responsabilité ne puisse être engagée.

2.2 ETENDUE DE LA CONSULTATION

Le marché est passé en application des dispositions des articles R2161-2 à 2161-5 du Décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018, relatifs aux appels d'offres ouverts.

2.3 CARACTERISTIQUES DE L'OFFRE

Chaque soumissionnaire est tenu de remettre impérativement une offre conforme au dossier de consultation sous peine de se voir exclu de la consultation.

2.4 LISTE DES DOCUMENTS REMIS

- L'acte d'engagement ATTR11 ;
- DUME ;
- Le règlement de Consultation ;
- Le CCAP ;
- Le CCTP ;
- Le questionnaire fournisseur ;
- La grille de réponse financière.

2.5 DOCUMENTS TELECHARGEABLES

La consultation de cet avis, le téléchargement du dossier de consultation, et la remise des offres par voie électronique sont accessibles et téléchargeable **gratuitement** sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 3. TRANSMISSION DES OFFRES

3.1 FORME DE REMISE DES REPONSES

3.1.1 Documents de candidature

- Une lettre de candidature (DC1) avec désignation du mandataire en cas de groupement ;
- Le formulaire DC2 déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;

- Ou un DUME ;
- L'onglet « Identification » du questionnaire fournisseur au format excel ;
- L'onglet « Organisation capacités tech. » du questionnaire fournisseur au format excel ;
- L'onglet « Références » du questionnaire fournisseur au format excel ;
- L'onglet « Attestation sur l'honneur » du questionnaire fournisseur au format excel ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile et/ou professionnelle valide pour l'année en cours ;
- Un RIB (original) ;
- Un extrait Kbis de moins de trois mois ;
- Des certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité peut être apportée par tout moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

3.1.2 Documents de l'offre

L'offre, qui sera rédigée en langue française, devra être composée impérativement des éléments suivants, en s'appuyant sur les matrices transmises par le LNE :

- L'Acte d'Engagement complété et éventuellement signé ;
- Une description générale de l'entreprise soumissionnaire ;
- Une proposition technique ;
- Une proposition financière dont le cadre de décomposition de prix doit être conforme au document Excel « Grille de réponse » ;
- Un cadre de réponse technique complété.

Remarques : le document « Grille de réponse financière » doit être transmis au format pdf et signé électroniquement, **le fichier excel original rempli doit être joint aux documents.**

Le défaut de remise de la décomposition des prix pourra constituer un motif d'élimination de l'offre.

Le LNE considère comme irrecevable une offre ne respectant pas les exigences, formes ou cadres de réponse du présent dossier de consultation.

3.2 DATE LIMITE DE REMISE DES REPONSES

Les offres des soumissionnaires devront être remises :

au plus tard le : 25 JANVIER 2021 A 12H00

3.3 CONDITIONS DE REMISE DES REPONSES

L'offre doit être remise sous forme électronique, sur le site de <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour toute difficulté sur la Plate-forme des achats de l'Etat, une assistance téléphonique est mise à la disposition des entreprises au :

01 76 64 74 07

ARTICLE 4. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET OFFRES

4.1 CANDIDATURES

Le LNE vérifiera la conformité des pièces fournies par rapport aux dispositions de l'article 3.1 du présent règlement de la consultation.

4.2 OFFRES

Les offres conformes seront jugées d'après les critères de sélection pondérés suivants :

L'analyse fonctionnelle et technique des offres se décomposera en 2 phases, chacune de ces phases sera notée séparément :

Phase 1 :

- Spécifications techniques (analyse documentaire des performances instrumentales) : 25%
- Support scientifique : 10%

Toute offre ne proposant pas l'ensemble des caractéristiques requises sera écartée.

Toute offre obtenant une note technique inférieure à la moyenne sera rejetée.

A l'issue de cette première phase, et suite à cette première notation, l'ensemble des candidats seront invités à la 2^e phase de sélection technique. L'examen des autres offres ne sera pas poursuivi.

Phase 2 :

- Résultats des essais : 25%

La note technique et fonctionnelle finale sera le cumul des 2 notes techniques obtenues en Phases 1 et 2.

Calcul de la note finale :

La note finale des 3 candidats sera obtenue par la somme de la note technique finale (sur 60 points) et de la note financière (sur 40 points).

4.3 RESULTATS DE LA CONSULTATION

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le LNE aura fait son choix conformément aux dispositions définies par les articles R2182-1 et R2182-2 du Décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

ARTICLE 5. PRIX

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le présent dossier de consultation.

ARTICLE 6. VALIDITE DE L'OFFRE

Les offres demeureront valables pendant une durée de 6 mois à compter de leur date limite de remise.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant(s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le LNE se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat (s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant (s) proposé (s).

ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE

Les entreprises consultées s'engagent à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de leur offre.

Elles répondent du respect de ce caractère confidentiel LNE par toute entreprise contactée, dans le cadre de cette consultation. Toute autre diffusion d'information émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du LNE.

ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR LE LNE

Le LNE se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 10. ARRET DE LA CONSULTATION

Pour des raisons réglementaires, techniques ou de choix stratégiques internes, quelle qu'en soit la nature, le LNE pourra à tout moment décider soit de suspendre temporairement soit d'arrêter définitivement la consultation en cours.

En toute hypothèse, aucune indemnité, quel qu'en soit le montant et/ou la cause, ne saurait être accordée aux candidats, et ce quelle que soit la période à laquelle sera notifié aux-dits candidats la suspension ou l'arrêt de la consultation.

ARTICLE 11. QUESTIONS COMPLEMENTAIRES

Les soumissionnaires sont autorisés à poser des questions complémentaires au plus tard 5 (cinq) jours avant la date limite de remise des offres.

Afin d'assurer l'égalité des chances des soumissionnaires, le LNE s'engage à répondre aux questions pertinentes qui lui seront posées par chaque soumissionnaire et à communiquer les réponses aux autres soumissionnaires, sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire concerné.

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'adresser ses questions via la messagerie de la plateforme.

ARTICLE 12. DIFFERENDS

Toute décision administrative peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux ou hiérarchique qui interrompt le délai de recours contentieux lorsqu'il est formé avant l'expiration de ce délai.

12.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS :

Tribunal administratif de Paris - 7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46 - greffe.ta-paris@juradm.fr - <http://paris.tribunal-administratif.fr>

12.2 SERVICE AUPRÈS DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS :

Tribunal administratif de Paris - 7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46 - greffe.ta-paris@juradm.fr - <http://paris.tribunal-administratif.fr>